

Résolution de politique générale

XXVe Congrès

PST-POP
8/9 novembre 2025



pst-pop.ch

Résolution de politique générale

Table des matières

Le monde d'aujourd'hui.....	2
La Suisse d'aujourd'hui.....	5
Le rôle international de la Suisse.....	9
PST-POP : pour le bien-être du peuple.....	11
Pour la défense de la paix et la solidarité internationale.....	12
Annexe : Vocabulaire marxiste.....	15

Le monde d'aujourd'hui

§ 1. Le capitalisme¹ est aujourd'hui le système social dominant à l'échelle mondiale et s'est réimposé presque partout. À l'échelle globale, le système capitaliste engendre une pauvreté de masse, une misère extrême, des crises alimentaires récurrentes ainsi que de graves atteintes à la santé et à l'environnement. Dans le capitalisme, la société est divisée en deux classes² principales : d'un côté, la classe des capitalistes, qui occupe la position dominante dans la production (notamment par le contrôle des moyens de production) et ne représente qu'une minorité de la société ; de l'autre côté, la classe travailleuse³ ainsi que d'autres couches de la population, qui occupent les positions subalternes et est plus ou moins fortement exploitée par la bourgeoisie⁴. Cette opposition entre exploités et exploités tend à s'accroître. D'un côté, une poignée de multimilliardaires possède plus d'argent que certains États, de l'autre, des milliards de personnes doivent vivre avec moins d'un ou deux francs par jour.

§ 2. Le système capitaliste mondial traverse plusieurs crises, qui sont toutes issues de ses contradictions structurelles et qui se renforcent mutuellement. Des crises qui ne peuvent pas être résolues dans le cadre du système capitaliste : crise politique, économique, sociale, démocratique, migratoire, guerres ; crise écologique enfin, qui menace de tout emporter si des solutions radicales ne sont pas mises en place rapidement.

§ 3. Jusqu'à présent, les mesures prises pour faire face aux différentes crises ont pour but de sauver le système capitaliste. Ce sont les salariés et salariées, les petits indépendants et indépendantes, les chômeurs et chômeuses, la majorité des retraités et retraitées et les jeunes qui en supportent les conséquences. Les conditions de vie et de travail en Suisse et en Europe se sont ainsi considérablement détériorées. Ces mesures sont toutefois impuissantes à résoudre durablement les crises auxquelles elles tentent de porter remède, puisqu'elles n'en touchent pas aux causes, inscrites dans les contradictions du capitalisme. Au mieux, elles n'apportent de solutions que temporaires, et tendent à terme à aggraver les contradictions. Par là, elles préparent des crises plus graves.

§ 4. Le grand capital⁵ est aujourd'hui organisé à l'échelle mondiale afin d'assurer un profit maximal. Pourtant, la mondialisation⁶ a du plomb dans l'aile. Les chaînes d'approvisionnement sont perturbées. L'aggravation des contradictions du capitalisme conduit à un durcissement des tensions entre puissances impérialistes⁷. Le dogme du libre-échange a vécu, et des pays capitalistes se tournent de plus en plus vers des mesures protectionnistes⁸ telles que des taxes douanières et les subventions pour défendre les profits de leur bourgeoisie.

§ 5. Sans la résistance du mouvement communiste et du mouvement progressiste, l'aggravation des contradictions du capitalisme conduira à une nouvelle montée de l'extrême droite. Face à une résistance plus forte, la bourgeoisie n'hésitera pas à envisager le recours au fascisme⁹ comme une solution pour préserver son pouvoir. La menace est réelle.

§ 6. Le « moment unipolaire » – une période apparue après la disparition de l'Union soviétique, et caractérisée par l'hégémonie¹⁰ d'une seule puissance impérialiste, les USA – est aujourd'hui terminée, et laisse place au niveau international à de nouvelles contradictions, débouchant sur une situation explosive. Bien qu'ils soient encore la première puissance mondiale, les USA sont un empire sur le déclin, mais d'autant plus agressif pour tenter de conserver ses positions. Les

¹ Voir « Capitalisme » dans le Vocabulaire marxiste.

² Voir « Classes sociales » dans le Vocabulaire marxiste.

³ Voir « Classe travailleuse » dans le Vocabulaire marxiste.

⁴ Voir « Bourgeoisie » dans le Vocabulaire marxiste.

⁵ Voir « Capital » dans le Vocabulaire marxiste.

⁶ Voir « Mondialisation » dans le Vocabulaire marxiste.

⁷ Voir « Impérialisme » dans le Vocabulaire marxiste.

⁸ Voir « Protectionnisme » dans le Vocabulaire marxiste.

⁹ Voir « Fascisme » dans le Vocabulaire marxiste.

¹⁰ Voir « Hégémonie » dans le Vocabulaire marxiste.

puissances capitalistes du bloc « occidental » – UE, Royaume-Uni, Japon, Corée du Sud, Australie, Nouvelle-Zélande, Canada – restent pour l’essentiels dans un rapport de subordination économique et politique eu égard aux USA, mais les bourgeoisies de ces pays ont aussi leurs propres agendas qui ne coïncident pas toujours.

§ 7. Une majorité des pays d’Europe les plus dominants sur les plans économique, militaire et politique sont regroupées au sein de l’UE, qui est une construction servant à protéger leur intérêt capitalistes et impérialistes tant à l’intérieur qu’à l’extérieur de ses frontières. L’UE est une entité multinationale qui crée un marché intérieur exclusif, assurant à quelques pays et entreprises en situation de monopole d’importants avantages concurrentiels et profits. Parallèlement, l’UE peut ainsi imposer à d’autres pays d’Europe ses conditions, les rendant dociles et exploitables. Cela concerne particulièrement les pays d’Europe du Sud et de l’Est. L’UE sert de cadre institutionnel et juridique à une politique économique néolibérale¹¹. En tant qu’entité supranationale, elle contourne régulièrement, au niveau national, les droits du travail acquis, les services publics et les mesures de l’État-providence. Malgré le mythe qu’elle s’est elle-même créé d’une organisation démocratique et humaniste, l’UE participe de manière significative à la mort et au déplacement de millions de personnes par son soutien à des guerres ailleurs, l’exportation d’armes vers ces zones et par la fameuse « sécurisation des frontières extérieures de l’UE ». Le but est d’imposer – plus facilement qu’il ne serait possible de le faire dans chacun des États membres pris séparément – la politique néolibérale inscrite dans les traités : la « concurrence libre et non faussée », un nivellement par le bas des acquis sociaux, le démantèlement et la privatisation progressive des services publics, la soumission de tous et de tout au marché. De plus, la mise en compétition des pays de l’UE conduit à un appauvrissement de la population, au profit des actionnaires des grandes entreprises. À l’extérieur, l’UE massacre des milliers d’êtres humains en soutenant des guerres, en exportant du matériel militaire et en refusant d’accueillir des migrants et migrantes.

§ 8. Mais l’hégémonie « occidentale » est de plus en plus remise en cause par l’ascension de nouvelles puissances : Chine, Russie, Inde, Brésil, Afrique du Sud... Ces pays ont noué des rapports de coopération entre eux, dans le cadre des BRICS¹² notamment, mais ont aussi des contradictions et des rapports de compétition entre eux. Un monde multipolaire¹³ est devenu une réalité. Une réalité qui a des conséquences positives : le desserrement de la domination impérialiste occidentale que cette multipolarité implique rend possible une marge de manœuvre plus grande pour des petits pays. Cela permet à des pays de secouer le joug du néocolonialisme¹⁴, et favorise les projets progressistes en Amérique latine et ailleurs. Il n’en reste pas moins que plusieurs de ces nouvelles puissances sont des pays capitalistes, en conflit avec les anciennes puissances impérialistes pour des zones d’influences et des ressources. Le repartage du monde entre puissances impérialistes rivales ne peut se faire que par la force, souvent par la guerre, et des peuples et des pays plus faibles en font les frais. Cette configuration du monde implique un enchevêtrement complexe de contradictions, ce qui exige une analyse fine au cas par cas.

§ 9. La République populaire de Chine présente un cas de figure différent : pays dirigé par un parti communiste, qui revendique être au « stade primaire du socialisme »¹⁵ et qui garde l’objectif de l’édification d’une société socialiste. L’« économie de marché à orientation socialiste »¹⁶ qui existe en République populaire de Chine constitue une formation sociale originale, qui a pu obtenir certains succès – dans le développement économique et dans l’amélioration des conditions de vie de sa population –, mais qui n’est pas exempte de contradictions propres et d’aspects négatifs, et à laquelle il conviendrait de consacrer une analyse approfondie. Sur le plan international, les États-Unis étaient encore, en l’an 2000, le principal partenaire commercial pour la grande majorité des États, c’est la Chine qui occupe cette position en 2024. Dans les relations internationales, la République populaire semble suivre une politique qui se distingue du néocolonialisme occidental.

¹¹ Voir « Néolibéralisme » dans le Vocabulaire marxiste.

¹² Voir « BRICS » dans le Vocabulaire marxiste.

¹³ Voir « Monde multipolaire » dans le Vocabulaire marxiste.

¹⁴ Voir « Néocolonialisme » dans le Vocabulaire marxiste.

¹⁵ Voir « Stade primaire du socialisme » dans le Vocabulaire marxiste.

¹⁶ Voir « Économie de marché à orientation socialiste » dans le Vocabulaire marxiste.

Nous constatons que ce modèle gagne en intérêt et en attractivité dans les pays du Sud global, même si différentes contradictions et défis y subsistent.

§ 10. À la montée des nouvelles puissances, en particulier face à la Chine, l'impérialisme étatsunien réagit agressivement, cherchant à défendre ses positions à n'importe quel prix, et s'engageant dans une nouvelle guerre froide, qui tourne déjà à la participation, du moins avec la fourniture d'armes, à plusieurs guerres, et qui risque à tout moment de tourner à la guerre à large échelle. Le multilatéralisme fait de plus en plus place au réarmement, à une logique de confrontation, et les guerres se multiplient. Les guerres d'agression et les interventions militaires dans d'autres pays ne servent que les intérêts économiques des dirigeants et dirigeantes du pays agresseur. La première victime en est toujours la population civile. La militarisation des sociétés accompagne le démantèlement social et sert aussi à la répression des mouvements sociaux et des populations qui luttent pour leurs droits politiques, économiques et sociaux. La course aux armements enlève des ressources vitales pour les populations civiles. Ce regain du militarisme et de l'industrie de l'armement accélère la menace pour la survie même de l'humanité. De plus, la guerre est également une catastrophe d'un point de vue écologique.

§ 11. Ce qui est d'autant plus dramatique que l'urgence climatique est bien là que les mesures ne peuvent plus attendre. Car, sans une réduction rapide, radicale et le plus souvent immédiate des émissions de gaz à effet de serre dans tous les secteurs, il sera impossible d'atteindre l'objectif de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C par rapport à l'ère préindustrielle, ni même à 2°C. Et nous savons très bien que chaque dixième de degrés au-dessus de 1,5°C a un impact conséquent et signifie une planète un peu moins habitable et des catastrophes climatiques à répétition. En 2025, nous en sommes déjà à +1,5°C par rapport à l'ère préindustrielle. On peut en mesurer l'impact à l'œil nu : augmentation brutale de phénomènes climatiques extrêmes, tempêtes dévastatrices, sécheresses catastrophiques, l'extinction d'innombrables espèces, etc. La Suisse est également touchée : les inondations, les éboulements, l'agriculture subit des dégâts qui iront en augmentant, les étés se font très secs, les glaciers fondent, et l'approvisionnement en eau du pays devient sujet à caution.

§ 12. Or, malgré l'urgence, les émissions de gaz à effet de serre continuent régulièrement d'augmenter. Les décideurs représentent les intérêts de la bourgeoisie, sont marqués par le court-termisme en matière de climat. Les monopoles¹⁷ et leurs lobbies font tout pour pouvoir continuer à polluer aussi longtemps que possible. C'est que, même le GIEC¹⁸ le dit, une solution réelle au changement climatique exige un changement de système ; en clair, une rupture avec le capitalisme.

§ 13. Le capitalisme se construit par ailleurs consubstantiellement à d'autres régimes d'oppression qui permettent de créer des espaces d'exploitation¹⁹. C'est notamment le cas du patriarcat²⁰. Réduisant le travail féminin à la sphère de la reproduction²¹, il s'assure l'existence d'une force de travail²² productive, et un groupe social pouvant servir d'armée de réserve. La reproduction gratuite de la force de travail, que ce soit par le travail domestique, de soin, ou par le travail sexuel, la mise au monde et l'éducation des travailleurs de demain, constitue un élément fondamental pour le capitalisme. Traînant le modèle historique de la famille nucléaire, fruit de l'essor du capitalisme industriel du XIXe siècle, les institutions péjorent notamment en Suisse les conditions d'accès à l'emploi des femmes en les ramenant systématiquement à ces fonctions sociales de mères et d'épouses. Cette situation impacte de fait sur leurs conditions matérielles d'existence et crée des rapports de dépendance économique. Ce faisant, les femmes sont ainsi réduites à leur corps, et exploitées au bénéfice du capital, à travers leur travail pour les hommes et la famille. Cela a des conséquences massives : depuis des années, en Suisse, une femme est assassinée toutes les deux

¹⁷ Voir « Monopole » dans le Vocabulaire marxiste.

¹⁸ Voir « GIEC » dans le Vocabulaire marxiste.

¹⁹ Voir « Exploitation » dans le Vocabulaire marxiste.

²⁰ Voir « Patriarcat » dans le Vocabulaire marxiste.

²¹ Voir « Reproduction » dans le Vocabulaire marxiste.

²² Voir « Force de travail » dans le Vocabulaire marxiste.

semaines ; en 2025, le nombre de féminicides par un conjoint ou ex-conjoint est d'un tous les 10 jours environ, et c'est dans le couple que les femmes ont le plus de risque d'être victimes d'un homicide.

§ 14. Si le marxisme a souligné la nécessité de combattre le modèle bourgeois et inégal de la famille, le mouvement ouvrier et communiste dans lequel s'ancre le PST-POP a toujours défendu un modèle de la famille populaire et égalitaire, qui est un espace de solidarité face à l'exploitation économique de la société libérale. Dans un contexte de tendance à la marchandisation de tous les rapports sociaux, nous réaffirmons la nécessité de défendre un modèle solidaire et égalitaire de la famille, sous toutes les formes que prennent ces dernières, car elles sont un lieu de stabilité et de protection face aux ravages du libéralisme. A cette fin, le PST-POP doit se doter d'une section de son programme dédiée aux politiques familiales.

§ 15. Le capitalisme opprime et désavantage notamment les personnes qui ne correspondent pas aux modèles de rôles rigides, aux identités de genre²³ et aux sexualités hétéronormatives²⁴. La législation discriminatoire, la violence de l'État contre les personnes LGBTIQ+²⁵ et les désavantages structurels ne sont pas le fruit du hasard, mais font également partie du système capitaliste et patriarcal. La classe dirigeante utilise en outre l'homophobie et la transphobie pour dresser les uns contre les autres des secteurs de la classe ouvrière et les diviser.

§ 16. Dans un monde de plus en plus marqué par les structures numériques, Internet a fait d'énormes progrès depuis 2015. Des évolutions telles que la large disponibilité des services de *cloud computing* et la généralisation des réseaux sociaux ont fondamentalement modifié nos modes de vie. La pandémie de COVID-19 a accéléré ces changements et renforcé l'importance des plateformes numériques dans la vie professionnelle et quotidienne. Parallèlement, l'introduction et le développement de l'intelligence artificielle (IA) ont ouvert de nouvelles dimensions, que ce soit dans l'analyse des données ou dans l'automatisation. Actuellement, le développement de ces technologies est entre les mains de multinationales. Elles représentent ainsi un danger : possibilité accrue de concentration du capital et du pouvoir entre quelques mains, dérégulation des conditions de travail, risques de manipulation de l'information, surveillance de masse, collecte et utilisation des données personnelles à des fins lucratives, consommation écologiquement insoutenable d'énergie, d'eau et de ressources naturelles...

La Suisse d'aujourd'hui

§ 17. La Suisse, notre pays, est réputé l'un des plus riches au monde. C'est aussi un des plus inégalitaires. Selon les chiffres de l'Office fédéral de la statistique, les 1% les plus riches possèdent environ 44% de la fortune totale dans ce pays. Les 10% les plus riches possèdent près de 80% de la richesse totale. D'un autre côté, les 50% des gens les moins riches ne disposent que près de 4% du total des actifs, et près de 15% de la population qui vit en-dessous du seuil de pauvreté, ou juste en-dessus. Les inégalités n'ont cessé de se creuser ces dernières décennies, atteignant des niveaux proprement abyssaux aujourd'hui.

§ 18. Cette situation s'explique par une domination économique écrasante de la grande bourgeoisie. Les monopoles et les cartels dirigent l'économie suisse. Les secteurs de la finance, de l'industrie et du commerce sont largement dominés par quelques très grandes entreprises, qui exercent une domination écrasante sur l'économie, imposant leurs seuls intérêts. L'industrie représente en Suisse un quart du PIB²⁶, ce qui est plus que dans la plupart des métropoles capitalistes, et doit cette place à une spécialisation sur des segments d'activité à haute valeur ajoutée et au fait d'être principalement tournée vers l'exportation. Les banques et le capital financier²⁷ ont également un pouvoir immense.

²³ Voir « Identités de genre » dans le Vocabulaire marxiste.

²⁴ Voir « Hétéronormativité » dans le Vocabulaire marxiste.

²⁵ Voir « LGBTIQ+ » dans le Vocabulaire marxiste.

²⁶ Voir « PIB » dans le Vocabulaire marxiste.

²⁷ Voir « Capital financier » dans le Vocabulaire marxiste.

Cela se voit notamment dans les activités de la Banque nationale suisse (BNS) : elle agit souvent au service de l'oligarchie financière²⁸. La BNS représente un pouvoir important – d'autant plus considérable qu'elle concentre entre ses mains quelques 6% des réserves monétaires au niveau mondial –, sans être soumise à aucun contrôle démocratique.

§ 19. L'image d'un pays de petites et moyennes entreprises (PME), dont le discours de la droite use et abuse, ne correspond guère à la réalité, et ne sert que d'enrobage idéologique à la domination sans partage des monopoles. Les PME sont généralement subordonnées aux monopoles, par exemple en tant que des sous-traitants, sans parler des « faux indépendants », cette nouvelle invention du capital pour démanteler les droits des travailleuses et travailleurs. Celles qui ne le sont pas subissent aussi la concurrence écrasante des monopoles, et peinent à subsister.

§ 20. Avec une agriculture de plus en plus mécanisée et automatisée et la concurrence que se livrent les agriculteurs entre eux, la paysannerie se réduit sans cesse, les petites exploitations, même viables, étant rachetées par les agriculteurs les plus riches. La loi actuelle, qui permet aux héritiers directs de racheter le domaine familial à la valeur de rendement mais oblige les autres acquéreurs à acheter à la valeur vénale est responsable de la concentration des entreprises existantes entre quelques mains. L'USP, quant à elle, ne défend que les très gros paysans et est le bras armé du capitalisme aux chambres et sur le terrain. Les producteurs agricoles sont écrasés par la concurrence du fait d'accords de libre-échange, des prix d'achat trop bas imposés par la grande distribution et manipulés par les divers vendeurs de semences, de produits chimiques et de machines, et le modèle familial a largement été remplacé par le modèle industriel. Les aides publiques ne comblent pas ces manques à gagner ou ces mauvais investissements et les normes bureaucratiques, notamment dans la construction des ruraux, varient trop rapidement pour être mises en œuvre. Les conditions des travailleurs et travailleuses agricoles sont en outre parmi les plus précaires : souvent sans-papiers, racisés ou saisonniers, semaines à plus de cinquante heures pour un salaire inférieur à 3'500 CHF, la Suisse profite de sa place dans les rapports de production internationaux pour exploiter cette main-d'œuvre bon marché.

§ 21. La grande majorité de la population en Suisse fait partie de la classe travailleuse, en comptant large (en incluant aussi ses segments privés de travail – chômeurs, personnes à l'aide sociale – les jeunes en formation, et les retraités). Les travailleuses et travailleurs de l'industrie forment toujours 20% de la population active en Suisse, ce qui est plus que dans la plupart des métropoles capitalistes. Les conditions d'existence même de la classe ouvrière l'amènent à ce qu'elle puisse développer une conscience de l'exploitation, sans pour autant qu'en découle une conscience de classe²⁹ pour elle-même. Sans les salarié.e.s de l'industrie et des services, la société s'arrête. Le rôle de la classe travailleuse reste capital pour un projet révolutionnaire de transformation de la société et l'organiser politiquement demeure un objectif central de notre Parti. Une grande partie de la population travaille également dans des professions intellectuelles et scientifiques ou est technicienne et spécialiste. Pour ces couches, le passage de la classe ouvrière à la petite bourgeoisie³⁰ est fluide en termes de niveau de vie et/ou d'idéologie. L'identification à la classe travailleuse et la conscience de classe en soi peuvent donc être plus compliquées. Elles sont cependant menacées par la crise climatique, les réductions sociales, les loyers élevés, l'inflation, etc., et peuvent donc être organisées également pour la lutte des classes³¹. En même temps, une grande partie de la classe ouvrière en Suisse est d'origine migrante. Certaines de ces personnes n'ont pas de papiers et sont confrontées au dumping salarial, au travail informel et à une répression brutale. L'impérialisme déplace des millions de personnes à travers le monde comme s'il s'agissait de marchandises, soit légalement parce que des forces de travail sont nécessaires, soit illégalement par la traite d'êtres humains. Les différences de conditions de travail et de statuts juridiques sont

²⁸ Voir « Oligarchie financière » dans le Vocabulaire marxiste.

²⁹ Voir « Conscience de classe » dans le Vocabulaire marxiste.

³⁰ Voir « Petite bourgeoisie » dans le Vocabulaire marxiste.

³¹ Voir « Lutte des classes » dans le Vocabulaire marxiste.

exploitées par la classe dominante pour diviser et opprimer les travailleuses et travailleurs en Suisse.

§ 22. La classe dirigeante proprement dite constitue une infime minorité, mais elle exerce une domination économique écrasante. Cette domination économique de la grande bourgeoisie se traduit par sa domination politique. Les partis politiques majoritaires sans interruption depuis la fondation de la Confédération moderne en 1848 représentent différentes factions de la bourgeoisie, différentes par des nuances parfois significatives, mais d'accord sur l'essentiel : une politique en faveur du maintien de l'ordre établi, dans l'intérêt de la classe dirigeante. Les élu-e-s de ces partis siègent d'ailleurs presque tous dans une multitude de conseils d'administration de grandes entreprises : aussi n'est-il pas étonnant qu'ils travaillent non au service du peuple mais de celles et ceux qui les payent. De puissants lobbies – associations patronales, faïtières de caisses maladie, de l'immobilier, etc. – veillent aussi aux intérêts de classe de la bourgeoisie.

§ 23. Face à ce bloc bourgeois, la gauche réformiste³², le PSS et les Verts, ne représentent pas une réelle opposition, car ces partis ne remettent en cause ni capitalisme, ni l'impérialisme, et limitent leur horizon à une meilleure gestion du système existant. Il s'agit de partis de la petite bourgeoisie progressiste, qui essayent d'inclure une partie de la classe travailleuse. Le PSS a depuis longtemps renoncé au marxisme, et les Verts se sont éloignés de la radicalité de leurs origines. Ces partis se contentent trop souvent d'une stratégie de compromis avec la droite, et leurs magistrats se comportent en loyaux gérants du capitalisme et n'agissent guère différemment de leurs collègues de droite. Aussi, bien que ces partis demeurent parfois des alliés dans la lutte contre les régressions voulues par la bourgeoisie et pour le progrès social, leur posture de compromis avec la classe dirigeante affaiblit et désarme idéologiquement la classe travailleuse, et contribue au maintien de la domination de la bourgeoisie.

§ 24. La domination sans partage de la bourgeoisie monopoliste se traduit en un projet très simple : accroître ses profits, à tout prix. Elle y réussit par une exploitation accrue de la force de travail, par de nouvelles méthodes de production, y compris la numérisation, par la spécialisation dans les industries d'exportation à haute valeur ajoutée, et par l'hypertrophie de secteurs parasites, comme la finance et les sociétés de trading. C'est la chasse aux profits et à la croissance, et non la cupidité personnelle qui pousse cette exploitation. La vision à courte vue de cette bourgeoisie, motivée par le seul profit à court terme, conduit à une désindustrialisation du pays, à liquider des capacités industrielles vitales, simplement parce qu'elles ne sont pas assez rentables. Les réticences des partis de la bourgeoisie à mettre en place une politique industrielle, même minimale, face à cette désindustrialisation, montrent l'incapacité de la classe dirigeante à penser un projet d'avenir pour le pays, à voir au-delà de ses profits à court terme.

§ 25. Sur le plan politique, la classe dirigeante met en place des réductions d'impôts pour les plus riches et les grandes entreprises, tandis qu'elle impose des programmes d'austérité et le démantèlement social, frappant durement les conditions de vie des classes populaires. L'obsession comptable du frein à l'endettement – duquel les dépenses militaires sont épargnées – constitue la quintessence de cette politique de classe. Il s'agit pourtant d'une politique à courte vue, qui conduit à un sous-investissement dans l'avenir du pays, comme en témoignent les coupes dans les investissements écologiques.

§ 26. Les politiques d'austérité néolibérale ont aussi des effets dévastateurs sur les services publics. Leurs travailleuses et travailleurs sont mis sous pression par des mesures d'économie, la libéralisation, la mise en concurrence et l'introduction de critères de gestion repris du privé, qui se traduisent en détérioration des conditions de travail pour le personnel et de la qualité du service pour la population. Les travailleuses et travailleurs des services publics représentent presque 30% de la population active en Suisse. Beaucoup d'entre eux et elles ont appris à s'organiser syndicalement et politiquement, et lutter pour défendre non seulement leurs conditions de travail,

³² Voir « Réformisme » dans le Vocabulaire marxiste.

mais le maintien et la qualité du service public pour la population ; et ont souvent réussi à mettre des projets néolibéraux en échec. C'est une tâche stratégique³³ centrale pour le PST-POP que lutter contre le démantèlement des services publics, contre leur alignement sur des logiques marchandes, contre leur privatisation, pour un service public universel et de qualité, et pour les conditions de travail de son personnel.

§ 27. Des divergences d'intérêt existent toutefois à l'intérieur de la bourgeoisie Suisse – entre entreprises d'exportation et celles plus tournées vers le marché intérieur, celles dont les affaires dépendent étroitement de l'UE et celles qui sont moins vulnérables à ce niveau – qui se reflète politiquement dans l'opposition entre le PLR et l'UDC, et dans des divergences à l'intérieur des organisations patronales.

§ 28. Ces divergences se focalisent actuellement autour des relations entre la Suisse et l'UE. Le Conseil fédéral, la majorité des partis de la bourgeoisie et des associations patronales sont en effet prêts, au nom de l'accès au marché commun pour les grandes entreprises suisses, à l'abandon de souveraineté qu'implique une « solution institutionnelle ». Cette « solution » est exigée par l'UE, qui ne se satisfait plus de la voie bilatérale. Elle impliquerait une reprise unilatérale et obligatoire par la Suisse du droit de l'UE, sous peine de représailles. Le PSS est réservé, du fait des attaques aux contre les droits des travailleurs qu'une reprise unilatérale du droit de l'UE impliquerait, mais pas opposé à une « solution institutionnelle » quant au fond. L'UDC s'y oppose au nom de la souveraineté nationale.

§ 29. L'UDC défend les intérêts d'une partie de la grande bourgeoisie suisse, pour qui une Suisse souveraine est plus avantageuse. Pour le reste, la sollicitude de l'UDC pour les travailleurs suisses, menacés par la libre-circulation, est hypocrite. En effet, ce parti est pour le néolibéralisme en matière socio-économique, pour le libre-échange – aussi avec l'UE – qui serait tout aussi dévastateur pour les intérêts des travailleuses et travailleurs, ainsi que des paysans, que l'UDC prétend hypocritement défendre aussi, que la voie bilatérale. L'UDC use de démagogie d'extrême-droite, contribuant ainsi à rendre ses positions politiquement et socialement toujours plus acceptables.

§ 30. Le système politique suisse est marqué depuis des décennies par la démocratie de concordance³⁴. Dans ce système, ce n'est pas le principe de la majorité qui est considéré comme le mécanisme décisionnel central (contrairement à la démocratie de concurrence), mais l'entente à l'amiable et les solutions de compromis largement soutenues entre les plus grands partis. C'est dans la composition du gouvernement que la concordance se manifeste le plus clairement. Depuis l'intégration du PS en 1943 et sans interruption depuis 1959, il existe une sorte de gouvernement multipartite qui conduit à la dépolitisation d'une grande partie de la population, en particulier de la classe ouvrière. Nous nous engageons contre cette composition gouvernementale dominée par les partis bourgeois et exigeons la fin de la concordance.

§ 31. Le racisme est l'un des éléments qui est au cœur de la machine d'exploitation capitaliste. Comme l'impérialisme, il est né du capitalisme et constitue aujourd'hui l'un des outils les plus puissants de la bourgeoisie pour garder son pouvoir en encourageant et exacerbant les différences et le ressentiment entre les différents groupes à l'intérieur de la classe travailleuse. De fait, il existe donc des inégalités et une exploitation interne à la classe travailleuse, mais qui au contraire d'annuler l'exploitation globale, ne font que la renforcer. C'est pourquoi il est nécessaire d'articuler l'antiracisme avec la lutte des classes, plutôt que le penser comme un concept automoteur et séparés. Ce n'est qu'en changeant les conditions matérielles qui ont permis l'émergence, puis la reproduction du racisme que l'on pourra annihiler ce dernier. Cela passe donc par le combat sur le front du travail contre la mise en concurrence des travailleurs, par la lutte anti-impérialiste pour mettre fin à l'exploitation du Sud global et aux migrations forcées, par l'opposition ferme aux

³³ Voir « Stratégie » dans le Vocabulaire marxiste.

³⁴ Voir « Concordance/démocratie de concordance » dans le Vocabulaire marxiste.

campagnes de diabolisation menées par l'extrême droite contre les minorités, mais aussi et surtout par la mise en avant du commun qui unit les travailleurs. Ce n'est qu'avec le rassemblement populaire au nom de la lutte contre l'exploitation sous toutes ses formes que la tactique de division de l'extrême droite pourra être mise en échec. Le Parti doit lui aussi refléter cette union : dans sa composition, ainsi que son implantation dans les différentes zones populaires. Car la solidarité se crée dans la proximité et la lutte côte-à-côte.

§ 32. En Suisse, les femmes sont égales aux hommes sur le plan légal, mais dans de nombreux domaines de la vie, elles continuent à être exploitées et opprimées de manière supplémentaire. Selon l'Office fédéral de la statistique, le salaire moyen des femmes en Suisse en 2023 était inférieur de 16,2 % à celui des hommes. Si l'on tient compte de facteurs tels que le taux d'activité, le niveau de formation et le secteur, environ la moitié de cette différence peut être « expliquée ». . Cela signifie que les femmes gagnent moins que les hommes - simplement parce qu'elles sont des femmes. Le travail de reproduction dans le ménage n'est généralement pas non plus réparti de manière égale. Selon l'Office fédéral de la statistique, les femmes en Suisse effectuent en moyenne environ dix heures de travail domestique non rémunéré de plus par semaine que les hommes. La violence à l'égard des femmes fait également toujours partie du quotidien dans notre pays : chaque jour, 35 plaintes sont officiellement déposées en moyenne par des femmes battues ou soumises à des contraintes sexuelles par leur partenaire. Chaque semaine, il y a une tentative, officiellement, de féminicide et chaque mois, deux femmes sont tuées par leur partenaire. Le nombre de cas non déclarés est élevé.

§ 33. Les personnes LGBTIQ+ en Suisse vivent quotidiennement la discrimination, la violence et les désavantages juridiques. De nombreuses personnes queer³⁵ sont touchées par de mauvaises conditions de travail, ne sont pas acceptées à l'école, dans l'entreprise ou dans la famille et ont un accès difficile aux soins de santé et au logement. Alors que l'État et de nombreuses entreprises se parent de drapeaux arc-en-ciel, les personnes trans et non-binaires restent confrontées à des obstacles bureaucratiques supplémentaires, et la violence queerphobe est souvent minimisée et les milieux conservateurs attaquent tout progrès comme par exemple la médecine du genre.

Le rôle international de la Suisse

§ 34. Le discours officiel présente la Suisse comme un pays neutre, « sans agenda caché », engagé pour le respect du droit international et du droit international humanitaire, ce qui lui vaudrait un respect général de la communauté internationale. En réalité, la politique étrangère de la Confédération est au service des intérêts de ses grandes entreprises, de leurs investissements à l'étranger et de leurs parts de marché.

§ 35. Petit pays, la Suisse est en effet un centre impérialiste important, et l'accumulation³⁶ du capital suisse se fait largement à l'extérieur des frontières du pays : par les industries d'exportation, par d'importants investissements directs à l'étranger, par les succursales à l'étranger des multinationales suisses qui exploitent les travailleuses et travailleurs d'autres pays et rapatrient leurs profits dans notre pays. Les banques suisses jouent un rôle majeur dans l'exploitation du Sud global et la destruction de notre environnement, par leurs investissements – qui sont massif dans les énergies fossiles – et la gestion des capitaux mal acquis. De plus, ils soutiennent la spéculation sur les biens essentiels tels que les denrées alimentaires. La Suisse est aussi une plaque tournante du commerce des matières premières, et concentre des sociétés de trading, qui détiennent une influence significative sur les marchés internationaux. Ces entreprises se spécialisent dans l'extraction et le négoce de carburants fossiles, des métaux et de produits agricoles, et exercent une influence décisive sur la fixation des prix et la régulation des flux commerciaux. Leur pouvoir a des conséquences sociales et environnementales désastreuses : Par une exploitation féroce de la force de

³⁵ Voir « Queer » dans le Vocabulaire marxiste.

³⁶ Voir « Accumulation du capital » dans le Vocabulaire marxiste.

travail, occasionnant des catastrophes environnementales, une pollution considérable, la famine et la destruction d'écosystèmes, et un impact catastrophique se fait sentir sur les populations locales.

§ 36. Le capital suisse contribue, d'une façon disproportionnée par rapport à la taille du pays, à l'exploitation du Sud global et au pillage de ses richesses naturelles, à la destruction de l'environnement, à la paupérisation des populations, et par conséquent à la déstabilisation d'autres pays. Aussi, les multinationales dont le siège est en Suisse, et la politique de la Confédération, sont-elles co-responsables de la crise migratoire. Jamais autant de personnes n'ont été contraintes à fuir leur pays. elles cherchent à échapper aux guerres, aux ravages du réchauffement climatique et à la misère, et se lancent sur des routes aussi longues que périlleuses pour tenter de survivre. Les métropoles impérialistes non seulement nient leur responsabilité écrasante dans cette tragique réalité, mais se barricadent face aux personnes.

L'UE, par exemple, se transforme en forteresse, s'entoure de murs, de barbelés, et est directement responsable d'un nombre incalculable de morts. Celles et ceux qui parviennent à passer sont enfermés dans des camps, déshumanisés, transformés en boucs-émissaires par les forces de la réaction, privées des droits les plus élémentaires et traités d'une façon profondément indigne. Le racisme est un élément structurant de l'exploitation des travailleurs et travailleuses en Suisse, car elle permet économiquement de maximiser la plus-value³⁷ et stratégiquement consolider la domination de la bourgeoisie en divisant la population, en opposant les travailleurs et les travailleuses racisées et les Suisses blancs. La Suisse collabore avec l'UE et sa meurtrière police des étrangers, Frontex, et mène une politique d'asile non-conforme à la dignité humaine : lois racistes, expulsions violentes et sans égard pour les personnes, enfermement dans des centres de plus en plus carcéraux et aux conditions de vie scandaleuses, ... Depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale, les partis des droites organisent cette division raciste de la société. Depuis 30 ans, l'UDC s'est démarqué des autres partis de droite en étant particulièrement virulent dans l'avancée de politiques de précarisation et de déshumanisation des personnes racisées, à travers des campagnes racistes et provocantes posant l'immigration comme un problème de société. Le PST-POP, dans son combat contre la bourgeoisie, voit l'articulation du racisme et de l'impérialisme comme la principale entrave à la création d'une classe travailleuse combattante, consciente d'elle-même et victorieuse. L'union de la classe travailleuse n'est possible qu'à travers une lutte sans concession contre le racisme.

§ 37. La neutralité suisse est un concept qui fut appliqué de manière extrêmement variable pour justifier une politique extérieure au service des intérêts des classes dominantes. La « neutralité perpétuelle et armée » fait partie des mythes nationaux, avec leur dose d'hypocrisie, et qui n'ont jamais parfaitement correspondu à la réalité. La bourgeoisie n'a jamais hésité à faire des entorses à sa neutralité, que ce soit pour collaborer avec le III^{ème} Reich, ou pour être objectivement dans le camp impérialiste durant la guerre froide.

§ 38. Dans le contexte d'une polarisation multiple et accrue du monde, et d'une aggravation des contradictions entre les puissances impérialistes, la neutralité est de plus en plus remise en cause par le Conseil fédéral et une majorité de partis, au profit d'un alignement unilatéral sur les USA et sur l'OTAN. La Confédération reprend toujours les sanctions unilatérales de l'UE, notamment contre la Fédération de Russie. Et de nombreuses voix à droite du parlement, mais aussi au PSS, envisagent plusieurs formes d'assouplissement de la Loi fédérale sur le matériel de guerre, notamment pour autoriser la réexportation d'armes vers des pays en guerre sous certaines conditions. En revanche, la Confédération a fait preuve d'une honteuse complicité avec l'État d'Israël, en fermant les yeux sur sa guerre génocidaire contre le peuple palestinien, a foulé aux pieds le droit international.

§ 39. Bien que la Confédération ne fasse pas partie de l'OTAN, la coopération est néanmoins tellement rapprochée entre l'armée suisse et cette organisation impérialiste – à laquelle elle est liée par un « partenariat pour la paix » – et l'« interopérabilité » est tellement avancée, que le seul pas de plus que la Suisse pourrait faire en direction de l'OTAN serait une adhésion en bonne et due forme.

³⁷ Voir « Plus-value » dans le Vocabulaire marxiste.

Le Conseil fédéral a tout fait pour affaiblir la neutralité et conduire la Suisse vers une adhésion à l'OTAN qui ne dit pas son nom. Des voix s'élèvent dans le camp bourgeois pour un rapprochement plus important encore avec l'OTAN, voire pour sauter le pas en abandonnant officiellement la neutralité et adhérer à cette alliance impérialiste.

§ 40. Ce démantèlement de la neutralité et cette adhésion larvée à l'OTAN sont combattus par une partie de la gauche au nom d'une conception de la neutralité en tant que favorable à la paix et au désarmement. Mais c'est surtout l'UDC qui se profile dans la défense de la neutralité et le refus du rapprochement avec l'OTAN ; un combat qui est plus toutefois une posture qu'une lutte effective contre les mesures concrètes de coopération avec l'OTAN. L'UDC mène ce combat dans l'intérêt du segment de la grande bourgeoisie, et dans une conception purement égoïste de la neutralité : pouvoir faire des affaires avec tous les régimes à la fois, y compris ceux qui subissent les sanctions des USA.

PST-POP : pour le bien-être du peuple

§ 41. Le PST-POP combat fermement la politique de classe, hostile aux intérêts des travailleuses et travailleurs, menée par la bourgeoisie. Il y oppose une politique, conforme aux intérêts de la grande majorité du peuple, pour le progrès social et démocratique.

§ 42. Le PST-POP lutte pour des salaires plus élevés, pour une réduction du temps de travail, pour l'extension des droits syndicaux et pour de meilleures conditions de travail. Il exige un salaire minimum à l'échelle nationale permettant de vivre décemment, ainsi que la mise en œuvre systématique de l'égalité salariale entre les sexes. Le PST-POP travaille main dans la main avec les syndicats, et enjoint ses membres d'y militer activement, car il s'agit des organisations représentatives les plus importantes de la classe travailleuse, dans le cadre desquelles elle doit absolument s'organiser pour faire valoir ses intérêts face à la bourgeoisie, et qu'il est impératif de renforcer. Néanmoins, le PST-POP est fortement critique envers l'orientation de « partenariat social » du syndicalisme suisse, et appelle à mettre fin à la « paix du travail »³⁸ – qui désarme la classe travailleuse face au patronat – pour une ligne syndicale de lutte de classe.

§ 43. Face à la concentration de la richesse dans un nombre de plus en plus restreint de mains, il prône une redistribution du haut vers le bas et fiscalité fortement progressive des plus riches et des grandes entreprises, afin de prendre l'argent là où il est et le faire servir au bien commun et de rendre aux travailleuses et travailleurs les richesses qu'ils et elles produisent, mais qui sont accaparées par la bourgeoisie. Il réclame une régulation plus stricte des grandes entreprises de la finance, de l'industrie et du commerce, afin de limiter leur pouvoir de nuisance, et à terme leur nationalisation³⁹. Le PST-POP revendique un changement du statut de la BNS, dont la fameuse « indépendance » dissimule mal un pouvoir de classe au service de l'oligarchie financière. Elle doit être contrôlée démocratiquement, pour une politique monétaire démocratiquement décidée au service des intérêts généraux du pays.

§ 44. Face à la hausse du coût de la vie, le PST POP réclame l'indexation des salaires, des rentes et des prestations sociales, c'est-à-dire leur pleine adhésion à l'indice national des prix à la consommation. Il réclame la suppression de la TVA, en commençant par les marchandises les plus nécessaires à la classe travailleuse. Il demande également un contrôle des prix et des loyers, le droit au logement et une meilleure protection des locataires, dans le but, à terme, de la suppression totale de la propriété foncière. Le PST-POP se bat pour le remplacement du système de retraite des trois piliers par de véritables retraites populaires, sur le modèle de l'AVS. Il exige un système de santé public, soustrait aux mécanismes du marché, la suppression des assurances maladie, profitant de la dépendance d'un peuple à des soins hors de prix, au profit d'une sécurité sociale intégrale. Le PST-POP se bat pour le développement fort des services publics ; pour le droit au logement et une

³⁸ Voir « Paix du travail » dans le Vocabulaire marxiste.

³⁹ Voir « Nationalisation » dans le Vocabulaire marxiste.

protection renforcée des locataires. Le PST-POP défend un système de formation et de recherche public, gratuit et démocratique, qui soit financé à la hauteur des besoins et contrôlé démocratiquement, qui dispense une éducation émancipatrice, soustraite aux influences de l'économie privée, et qui soit destiné à l'accomplissement des citoyennes et citoyens.

§ 45. Face à la destruction accélérée de l'environnement par le mode de production actuelle, le PST-POP prône une politique écologique ambitieuse afin de réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre et les atteintes à l'environnement, pour assurer la justice sociale et climatique, pour une économie durable et respectueuse des équilibres naturels. Le PST-POP considère que la cause première de la catastrophe en cours est le capitalisme et son impératif de profit maximum, que le capitalisme ne peut pas ne pas être écocide. Il n'est donc pas possible de mettre fin à la destruction de l'environnement sans sortir du capitalisme. L'écologie est une question de classe et anti-impérialiste : ce sont les plus riches et les grandes entreprises qui sont responsables de la destruction de l'environnement, et ce sont les classes populaires et les peuples du Sud global qui en souffrent le plus. Le PST-POP s'oppose donc à une écologie individualiste et punitive, telle qu'elle est défendue par la majorité des partis gouvernementaux. Le PST-POP prône une agriculture écologique et durable, la souveraineté alimentaire, et défend les intérêts des paysans face à l'agroalimentaire capitaliste, la grande distribution et le libre-échange. Le Sud global doit recevoir tous les moyens nécessaires pour faire face aux dommages déjà causés ainsi qu'à ceux à venir. En Suisse, davantage de recherches doivent être financées afin de permettre une adaptation aux nouvelles conditions de vie. Leurs résultats doivent être rendus accessibles publiquement au niveau international.

§ 46. Le PST-POP défend une Suisse ouverte, un accueil digne pour tous les réfugiés, pour le droit de vote et d'éligibilité des étrangers à tous les niveaux, l'accession aux droits politiques pour toutes celles et ceux qui habitent et travaillent dans notre pays. Il combat la xénophobie officielle et distillée par les forces réactionnaires ; cette idéologie n'a d'autre but que de diviser les classes populaires dans l'intérêt de la classe dirigeante et du maintien de sa domination.

§ 47. Le PST-POP défend une Suisse égalitaire, pour toutes les personnes quel que soit leur sexe ou leur orientation sexuelle, et pour les personnes LGBTIQ+, en droit et en fait, et lutte contre toutes les discriminations et violences qui les frappent. Il défend le droit de chaque personne à l'autodétermination sur son propre corps, garantissant en particulier l'accès à la contraception ainsi qu'à l'interruption volontaire de grossesse l'accès à tous soins médicaux permettant l'autodétermination corporelle et l'interdiction des thérapies de conversion et chirurgies intrusives non désirées. Le travail du soin fortement féminisé a une importance primordiale pour la classe travailleuse et ses éléments les plus précaires. Le PST-POP doit pousser sa reconnaissance et l'amélioration de ses conditions. Il exige une rémunération adéquate du travail de *care*⁴⁰ et de soins. Il défend l'élargissement de la démocratie et la participation dans tous les domaines de la vie.

§ 48. Le PST-POP défend des règles strictes concernant l'utilisation des données et de l'intelligence artificielle (IA), afin de prévenir les abus et la surveillance. L'IA ne doit pas être laissée uniquement aux grandes entreprises, mais doit être contrôlée démocratiquement. Il s'agit également de protéger les emplois menacés par l'IA et d'utiliser le progrès technologique au service de la société. Ce n'est qu'ainsi que l'IA peut devenir un outil pour un avenir juste et solidaire.

Pour la défense de la paix et la solidarité internationale

§ 49. Depuis sa fondation en 1944, le PST-POP s'est engagé pour la paix entre les peuples. Dans la situation politique actuelle, il est très important de développer et de promouvoir une politique de paix globale. Il s'oppose à la course aux armements, à l'ingérence dans d'autres pays et à la participation de l'armée suisse aux guerres. Le PST-POP veut une Suisse engagée qui a la volonté de réduire l'écart entre riches et pauvres dans le monde. Une Suisse engagée en faveur de la paix plutôt que de la guerre.

⁴⁰ Voir « Travail de *care* » dans le Vocabulaire marxiste.

§ 50. Le PST-POP condamne la guerre économique, les manœuvres de déstabilisation, les menaces d'invasion et les guerres impérialistes en exprimant activement sa solidarité avec leurs peuples et les mouvements sociaux. Il condamne toute tentative d'imposer l'hégémonie néocoloniale et de s'approprier les ressources qui appartiennent aux peuples. Le PST-POP défend donc le droit des peuples à l'autodétermination⁴¹ contre toute ingérence. Seuls les peuples eux-mêmes peuvent choisir leur voie de développement. Le PST-POP soutient également la lutte pour l'autodétermination de la Palestine, du Kurdistan, et de tous les peuples qui luttent quotidiennement contre l'impérialisme et le néocolonialisme. Il est solidaire des pays socialistes dans le monde. La solidarité du parti qui s'est manifestée jusqu'à présent avec Cuba, Venezuela et le Vietnam sera encore renforcée. Le PST-POP analysera à l'avenir les processus en cours dans les autres pays socialistes et cherchera un échange constructif.

§ 51. Le PST-POP est résolument internationaliste⁴², et reste plus que jamais fidèle à la leçon de Karl Marx : les peuples vaincront ensemble ou échoueront seuls. C'est pourquoi la solidarité internationale est une valeur fondamentale du PST-POP. Il est solidaire des luttes de tous les peuples du monde pour leurs droits, pour leur émancipation, pour le socialisme⁴³. Une révolution socialiste ne peut réussir sans cette solidarité. Le PST-POP se fixe comme objectif le renforcement de nos relations avec les partis marxistes et communistes d'autres pays, et recherche une coopération plus étroite au niveau international.

§ 52. Le PST-POP s'oppose aussi bien à une adhésion à l'UE, qu'à la voie bilatérale telle qu'elle fut pratiquée jusqu'à présent, et rejette toute « solution institutionnelle », c'est-à-dire une reprise unilatérale du droit de l'UE par la Suisse. Il défend la souveraineté nationale dans cette mesure, non pour des raisons nationalistes, mais parce qu'il s'agit d'une condition nécessaire pour une démocratie qui ne soit pas vidée de son sens, et pour que le peuple puisse décider d'une autre voie. En cas de « solution institutionnelle » telle que la conçoit l'UE, la Suisse devrait perpétuellement s'aligner sur un droit communautaire néolibéral conçu dans le seul intérêt des grands monopoles, ce qui exclurait la possibilité de mener une politique dans l'intérêt des travailleuses et travailleurs, a fortiori l'édification d'une Suisse socialiste.

§ 53. Contrairement à l'UDC, qui est favorable au libre-échange, aussi avec l'UE, le PST-POP propose à la place de la voie bilatérale une plus grande indépendance vis-à-vis du marché globalisé par un protectionnisme solidaire, comme étape nécessaire pour construire une économie socialiste et écologiquement durable. Notre combat contre la soumission à l'UE est inséparable de notre lutte pour changer la Suisse. Parti internationaliste, le PST-POP est favorable à des rapports de coopération et d'égalité avec les autres pays, plutôt que des rapports de marché. Il n'est pas par principe opposé à toute construction européenne ni à une éventuelle intégration de la Suisse à celle-ci, mais s'oppose à l'UE, néolibérale et antidémocratique, telle qu'elle existe actuellement.

§ 54. Le PST-POP s'oppose à tout rapprochement supplémentaire avec l'OTAN. Elle demande au contraire la fin de toute collaboration avec cette alliance. Face à la politique pro-atlantiste du Conseil fédéral, le PST-POP défend une application stricte de la neutralité et des obligations en découlant, et s'oppose à toute tentative d'imposer une interprétation plus « flexible » de la neutralité, qui revient à la bafouer. S'il défend la neutralité, ce n'est pas au nom du mythe de la neutralité ni dans l'optique égoïste et répondant aux seuls intérêts de la grande bourgeoisie, qui est celle de la droite nationaliste. La conception du PST-POP de la neutralité consiste à la non-participation aux guerres et au commerce d'armes. Une politique de promotion de la paix et du droit international, pour le démantèlement des blocs militaires et une politique de coexistence pacifique ne peut pas être neutre, au sens strict, face aux agressions impérialistes et néocoloniales.

⁴¹ Voir « Autodétermination / souveraineté » dans le Vocabulaire marxiste.

⁴² Voir « Internationalisme » dans le Vocabulaire marxiste.

⁴³ Voir « Socialisme » dans le Vocabulaire marxiste.

§ 55. Le PST-POP s'oppose au réarmement, voie dangereuse dans laquelle s'engage la Confédération, de même que l'UE et bien d'autres pays capitalistes à notre époque de contradictions internationales croissante. Cet accroissement massif des dépenses militaires non seulement se fait au détriment de la justice sociale, du bien commun et de l'environnement, d'investissements pour le bien commun et de l'environnement, mais conduit à une escalade qui ne garantit la sécurité de personne, et accroît le risque de guerres. Le PST-POP combat résolument ce projet militariste ; il se bat pour une réduction des dépenses militaires, la voie d'un désarmement général et contrôlé, une politique de paix et de coopération cohérente. Il rejette la sécurité au détriment de la sécurité des autres pays. Il estime néanmoins que la Suisse ne peut se passer d'une armée dans les conditions actuelles, car dans le cas contraire elle serait totalement dépendante de l'OTAN pour sa sécurité extérieure, avec le coût politique que cela impliquerait. Il défend le principe d'une armée de milice strictement défense, aussi démocratiquement organisée que possible, et indépendante de l'OTAN – a contrario de tout « partenariat pour la paix » ou d'une « interopérabilité » avec ce bloc impérialiste. Le PST-POP refuse toute utilisation de l'armée pour la répression des grèves et des mouvements sociaux, et se fixe pour objectif de diffuser activement ce principe dans les rangs de l'armée.

Annexe : Vocabulaire marxiste⁴⁴

Accumulation du capital : conversion de la plus-value en capital. « Si, au lieu d'être dépensée, la plus-value est avancée et employée comme capital, un nouveau capital se forme et va se joindre à l'ancien. On accumule donc en capitalisant la plus-value ». (Karl Marx, *Le Capital*, Livre premier)

Autodétermination / souveraineté : le fait pour un peuple de pouvoir décider par lui-même, et sans ingérence extérieure, de son propre fonctionnement – politique, économique, etc.

Bourgeoisie : « On entend par bourgeoisie la classe des capitalistes modernes, propriétaires des moyens de production sociale et qui emploient le travail salarié », Friedrich Engels, note pour l'édition anglaise de 1888 du Manifeste du Parti communiste.

BRICS : les BRICS sont un groupe de pays émergents dont les premiers ont été : Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud. Ils collaborent pour renforcer leur pouvoir économique et politique sur la scène mondiale et réduire l'influence occidentale.

Capital : valeur qui permet, par l'exploitation des travailleurs salariés, d'obtenir de la plus-value, valeur « qui se met en valeur », qui se reproduit. Le capital exprime les rapports sociaux de production entre les principales classes de la société bourgeoise : entre les capitalistes et les ouvriers salariés.

Capital financier : capital industriel monopoliste qui a fusionné avec le capital bancaire monopoliste. L'existence du capital financier et l'apparition de l'oligarchie financière qui s'en est suivie est l'un des principaux indices de l'impérialisme.

Capitalisme : mode de production dans lequel les rapports de production sont organisés entre les propriétaires des moyens de production et les prolétaires, qui ne possèdent que leur force de travail et la vendent en échange d'un salaire.

Classes sociales : « vastes groupes d'hommes qui se distinguent par la place qu'ils occupent dans un système historiquement défini de production sociale, par leur rapport (la plupart du temps fixé et consacré par les lois) vis-à-vis des moyens de production, par leur rôle dans l'organisation sociale du travail, donc, par les modes d'obtention et l'importance de la part des richesses sociales dont ils disposent. Les classes sont des groupements d'hommes dont l'un peut s'approprier le travail de l'autre, à cause de la place différente qu'il occupe dans une structure déterminée de l'économie sociale ». (V. Lénine, *Œuvres*, t. 29, p. 425)

Classe travailleuse : synonyme de prolétariat. Terme introduit par le PTB pour désigner l'ensemble des prolétaires, en évitant les ambiguïtés de « classe ouvrière » (qui peut être entendu en un sens étroit comme ne désignant que les travailleuses et travailleurs de l'industrie et de la construction).

Concordance/démocratie de concordance : La démocratie de concordance suisse s'exprime à travers un système dans lequel, contrairement à la démocratie concurrentielle, tous les grands partis sont associés aux décisions et mènent une politique de compromis permanent. Elle se manifeste principalement par une grande coalition gouvernementale permanente (ou gouvernement de tous les partis) qui a vu le jour en 1943 et qui réunit sans interruption depuis 1959 le PS, le PDC/Centre, le PLR et l'UDC. Alors que dans la démocratie concurrentielle, le parti ou la coalition au pouvoir élabore et met en œuvre un programme, dans notre démocratie de concordance, le gouvernement est formé sur la base d'un accord à l'amiable et de compromis largement soutenus entre les grands partis. La démocratie de concordance peut être considérée comme une cause de la forte diminution du pouvoir de polarisation et de mobilisation des partis politiques. La concordance n'est pas inscrite

⁴⁴ Les définitions que contient le Vocabulaire marxiste n'ont pas été votées par le Congrès et sont là pour la compréhension des termes utilisés. Elles n'engagent pas nécessairement le Parti au sens où il souscrirait à toutes comme théoriquement justes.

dans la Constitution, mais constitue un accord entre les grands partis. Un parti pourrait à tout moment décider de quitter le gouvernement et mettre ainsi fin à la démocratie de concordance.

Conscience de classe : conscience de l'existence d'intérêts communs qui engendre un sentiment de solidarité puis une organisation syndicale et politique et des actions collectives.

Économie de marché à orientation socialiste : modèle introduit en Chine, au Vietnam et au Laos (avec des différences) ; ouverture au marché et à la propriété privée – nécessitée par le faible niveau de développement de l'économie –, afin de développer les moyens de production et bâtir une société socialiste prospère et répondant aux besoins de la population. Une économie de marché à orientation socialiste implique l'existence de la propriété privée sur les moyens de production, du salariat et de l'exploitation de la force de travail ; elle se distingue néanmoins du capitalisme, par le rôle crucial qui reste dévolu aux entreprises publiques, et parce qu'elle est pilotée par un plan – sous l'autorité politique d'un État dirigé par un parti communiste – et subordonnée à des objectifs d'édification d'une société socialiste et de progrès social, non à la seule loi de maximisation du profit.

Exploitation : pour Marx, il s'agit d'un rapport entre les groupes sociaux. Un groupe s'approprié, sans contrepartie directe, le produit du travail d'un autre groupe (plus-value / survaleur).

Fascisme : « Le fascisme au pouvoir est [...] la dictature terroriste ouverte des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins, les plus impérialistes du capital financier. [...] Le fascisme, ce n'est pas un pouvoir au-dessus des classes, ni le pouvoir de la petite bourgeoisie ou des éléments déclassés du prolétariat sur le capital financier. Le fascisme, c'est le pouvoir du capital financier lui-même. C'est l'organisation de la répression terroriste contre la classe ouvrière et la partie révolutionnaire de la paysannerie et des intellectuels. Le fascisme en politique extérieure, c'est le chauvinisme sous sa forme la plus grossière, cultivant une haine bestiale contre les autres peuples. » (Georges Dimitrov, VIIIème Congrès de la IIIème Internationale)

Force de travail : aptitude de l'être humain au travail, ensemble des facultés physiques et intellectuelles qu'il utilise pendant la production des biens et de services ; condition fondamentale de la production dans toute société. Sous le capitalisme, la force de travail est marchandise, que les prolétaires (libres, mais privés de moyens de production), peuvent et de fait sont obligés de vendre aux capitalistes. La valeur d'usage de la force de travail est l'aptitude à créer, lors du processus de travail, une valeur supérieure à celle qu'elle possède elle-même : source de la plus-value. La valeur d'échange de la force de travail correspond aux coûts des moyens de subsistance nécessaires au prolétaire, pour qu'il puisse reproduire sa force de travail et retourner travailler le lendemain, les moyens de subsistance nécessaires à sa famille et ainsi que les frais nécessaires pour ses besoins sociaux et culturels. La valeur de la force de travail est variable selon le temps et le lieu. Les luttes de la classe ouvrière ont pour but de la tirer vers le haut ; celles de la bourgeoisie de l'abaisser au strict minimum.

GIEC : groupe international d'experts pour le climat, organisme intergouvernemental chargé d'évaluer l'ampleur, les causes et les conséquences du dérèglement climatique. Fondé en 1988, et ouvert à tous les pays membres de l'ONU, il regroupe 195 États. Ces travaux mobilisent des centaines de scientifiques issus des États-membres, et aboutissent à des résumés pour les décideurs qui sont approuvés par les délégués des États-membres.

Hégémonie : direction sur la société exercée par une classe, caractérisé par équilibre entre la coercition et le consentement créé par l'ensemble superstructurel (ou idéologique) légitimant un mode de production, pour permettre à ce rapport de domination de perdurer. Une classe exerce l'hégémonie en présentant son projet de société comme crédible, ce qui lui permet d'obtenir l'acceptation par d'autres classes de sa domination, et de se maintenir ainsi au pouvoir.

Hétéronormativité : ordre social dans lequel la norme de comportements, représentations et discriminations favorise et naturalise l'hétérosexualité aux dépens d'autres types de relations amoureuses et / ou sexuelles, et la binarité des genres.

Identités de genre : identification et adoption de caractéristiques (p.ex. les pronoms « il », « elle », « iel » pour les personnes non-binaires) associées au genre.

Impérialisme : stade monopoliste du capitalisme, stade suprême et ultime de son développement. Son trait distinctif principal est la domination du grand capital monopoliste dans les domaines économique, politique et idéologique. L'analyse classique de l'impérialisme est celle de Lénine, dans L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, paru en 1917, et qui définit l'impérialisme par cinq caractéristiques essentielles : 1) concentration de la production et du capital parvenue à un degré si élevé qu'elle a créé les monopoles, dont le rôle est décisif dans la vie économique ; 2) fusion du capital industriel et du capital bancaire, pour former le capital financier, contrôlé par une oligarchie financière ; 3) l'exportation des capitaux, à la différence de l'exportation des marchandises, prend une importance toute particulière ; 4) formation d'unions internationales monopolistes de capitalistes se partageant le monde ; 5) fin du partage territorial du globe entre les plus grandes puissances capitalistes.

Internationalisme : principe constitutif de l'idéologie et de la politique des partis communistes, qui consiste en la conscience de la nécessaire solidarité des travailleuses et travailleurs et des peuples opprimés du monde entier, dans leur lutte commune pour vaincre le capitalisme et l'impérialisme, et édifier une société nouvelle. Se matérialise par un soutien aux luttes d'autres peuples, et des liens de solidarité et de coopération entre organisations de différents pays.

LGBTIQ+ : L'abréviation LGBTIQ+ ou le terme générique « queer » désignent des personnes dont la sexualité et/ou le genre ne correspondent pas à la « norme » hétérosexuelle ou de genre. Les lettres L et G font référence à l'orientation sexuelle et signifient Lesbian (lesbienne) et Gay (homosexuel), c'est-à-dire des personnes qui sont attirées physiquement ou romantiquement par des personnes du même sexe. Le B représente les personnes bisexuelles, qui sont attirées à la fois par des personnes du même sexe et par des personnes d'un autre genre. La lettre T désigne les personnes transgenres, dont l'identité de genre ne correspond pas au sexe qui leur a été assigné à la naissance. La lettre I signifie intersexe, c'est-à-dire les personnes dont les caractéristiques sexuelles ne correspondent pas aux définitions typiques de masculin ou féminin. L'abréviation LGBTI pourrait être complétée par d'autres lettres. Nous utilisons ici LGBTIQ+, où la lettre Q (pour queer) et le signe plus laissent de la place à d'autres identités de genre et orientations sexuelles.

Lutte des classes : lutte entre les classes sociales, dont les intérêts sont inconciliables ou opposés. La lutte de classes est une loi objective, le moteur de l'évolution de toutes les formations économiques et sociales antagoniques ; elle résout la contradiction fondamentale propre à chaque mode de production antagonique. Par cette lutte s'opère le remplacement d'un régime socio-économique périmé par un nouveau, plus progressiste.

Monde multipolaire : monde où les rapports géopolitiques ne sont plus unilatéralement dominés par un seul pays (en l'occurrence les Etats-Unis), mais où de nouvelles puissances équivalentes émergent (BRICS, notamment).

Mondialisation : processus d'intégration des marchés et de la multiplication des échanges commerciaux et humains à échelle mondiale.

Monopole : grandes entreprises, firmes ou groupements (unions) concentrant entre leurs mains une grande partie de la production ou de l'écoulement de telles ou telles marchandises afin d'obtenir le surprofit de monopole. La fixation du prix de monopole et une des voies de la réalisation du monopole sur le marché. L'apparition des monopoles est l'aboutissement logique de la concentration et de la centralisation de la production et du capital. L'établissement de la domination

des monopoles est le premier indice et le principal trait économique de l'impérialisme (capitalisme monopoliste). Les monopoles capitalistes prennent diverses formes (cartel, trust, konzern, etc.). (N.B. : dans la terminologie marxiste, le terme de monopole a une acception plus large que dans l'économie néo-classique, et n'implique pas le contrôle de 100% d'un segment d'activité).

Nationalisation : appropriation par l'État d'entreprises privées afin d'en mutualiser les bénéfices.

Néocolonialisme : politique d'asservissement d'anciennes colonies par des pays colonisateurs par différents biais d'influence et de domination pour leurs intérêts et ceux de leurs entreprises.

Néolibéralisme : doctrine économique et politique, élaboré par des théoriciens de la bourgeoisie en réaction aux concessions que celle-ci dut concéder à la classe ouvrière au cours du XXème siècle, avec une perspective de retour au libéralisme ; une idéologie de revanche de classe. Prône la dérégulation des marchés, la réduction du rôle de l'État dans l'économie, la privatisation des entreprises publiques, le démantèlement de la sécurité sociale, une fiscalité plus basse et moins progressive, la promotion du libre-échange et de la concurrence. Appliquée pour la première fois sous la dictature d'Augusto Pinochet au Chili.

Oligarchie financière : couche sociale dominante au sein de la bourgeoisie monopoliste, représentant en personne le capital financier. Constituée par les milliardaires et les multimillionnaires, possesseurs de monopoles industriels, commerciaux et de transports, des banques et compagnies d'assurance. Ce sont eux qui décident directement ou par l'intermédiaire du système de participation du destin des entreprises et de branches entières, à l'intérieur du pays et à l'étranger, du sort de millions de salariés.

Paix du travail : collaboration de classe entre organisations syndicales et patronales, matérialisée par des accords prévoyant le renoncement réciproque à la grève et au lock out, et au règlement de différends par voie de négociations entre partenaires sociaux exclusivement. A été inscrite dans la législation ultérieurement.

Patriarcat : rapport social dans lequel les hommes dominant sur les plans politique, économique et culturel, tandis que les femmes sont opprimées ou défavorisées.

Petite bourgeoisie : propriétaires de leurs moyens de production, dépendant de leur propre exploitation ainsi que, parfois, de celle d'une petite main-d'œuvre salariée – on compte parmi eux, notamment paysans, artisans et petits commerçants. Classe sociale dominée par la bourgeoisie, menacée dans son existence par le capitalisme, mais rattachée à la bourgeoisie par son attachement à sa propriété privée, elle oscille politiquement entre bourgeoisie et prolétariat.

PIB : produit intérieur brut. Indicateur économique qui mesure la richesse créée par une économie, en agrégeant la valeur totale de la production de biens et de service d'un pays au cours d'une période donnée. Le PIB nominal est calculé en prix du marché courants ; le PIB réel en prix constants, avec un correctif pour tenir compte de l'inflation. Pour comparer le PIB de deux pays différents, on les calcule dans la même devise (généralement en dollars), et à parité de pouvoir d'achat (méthode de calcul pas toujours fiable, et frappée de biais). Cet indicateur est utilisé en économie néoclassique comme mesure par excellence pour évaluer la santé économique d'un pays (lorsqu'on parle de taux de croissance, sans autre précision, il s'agit de la croissance du PIB), et pour comparer la performance économique entre pays. Mais cet indicateur est critiqué dans d'autres courant de la pensée économique comme limité par ce qu'il mesure et ce qu'il ne mesure pas ; et peu adéquat pour évaluer l'état économique d'un pays.

Plus-value (ou survaleur) : valeur créée par le travail de l'ouvrier salarié en plus de la valeur de sa force de travail et qui est appropriée gratuitement par le capitaliste. La production et l'appropriation de la plus expriment le rapport de production fondamental du mode de production capitaliste.

Protectionnisme : politique économique d'un État qui contribue à développer l'économie nationale en la protégeant contre la concurrence étrangère. Cette politique est appliquée par l'État dans l'intérêt de la bourgeoisie nationale. Elle s'effectue par l'application de fortes taxes douanières sur les marchandises étrangères importées, limitation ou interdiction de l'importation de certaines marchandises, subventions à l'industrie nationale, etc.

Queer : Queer est un synonyme et un terme générique pour LGBTIQ+. Il désigne les personnes qui ne correspondent pas aux normes sexuelles et de genre.

Réformisme : courant du mouvement ouvrier qui limite son horizon à la lutte pour des réformes dans le cadre de la société existante et des institutions démocratiques bourgeoises, et qui aspire par des réformes successives à atténuer les contradictions du capitalisme, voire de le transformer progressivement en socialisme. Ce qui distingue une politique réformiste d'une politique révolutionnaire n'est pas l'importance reconnue aux réformes dans le cadre de la société capitaliste, mais l'acceptation ou le refus de la perspective que constitue la révolution socialiste. Le réformisme a pu obtenir des améliorations réelles dans le cadre du capitalisme, mais jamais nulle part n'a permis de bâtir le socialisme.

Reproduction (travail de) : travail de production et de reproduction de la vie même, c'est-à-dire des êtres humains. Il assure la production des futurs travailleurs par la procréation et l'éducation des enfants ; il assure la reproduction des travailleurs par le soin quotidien qui leur est apporté, tant en termes matériels (maison, nourriture, repos) qu'émotionnels (soins psychologiques, affection). Contrairement au travail productif, le travail ne produit pas de valeur ni de plus-value, mais est nécessaire à la société capitaliste, en reproduisant la force de travail, et donc les conditions qui permettent son exploitation. Ce travail spécifique a été et demeure encore très majoritairement effectué par les femmes – et est généralement effectué à titre gratuit –, et il constitue la base matérielle de leur domination.

Socialisme : mode de production qui succède au capitalisme et précède le communisme, phase inférieure de la société communiste. Caractérisé par la propriété sociale des principaux moyens de production, une économie planifiée, un État représentant le pouvoir politique de la classe ouvrière.

Stade primaire du socialisme : innovation théorique du Parti communiste chinois, développée par Jiang Zemin. La Chine se trouve au stade primaire du socialisme en raison de son sous-développement. Pour bâtir une société socialiste avancée et répondant aux besoins de sa population, elle doit développer ses forces productives, ce qui nécessite la mise en place d'une économie de marché à orientation socialiste. Ce stade ne peut être évité, et durera longtemps.

Stratégie : ligne générale du Parti, visant à l'accomplissement des tâches les plus générales d'une étape historique donnée, en partant du rapport des forces entre les classes. La stratégie ajuste les moyens employés par le Parti à la tâche principale qu'il vise à atteindre à une époque historique donnée (révolution, construction du socialisme, construction du communisme, etc.), et qui s'élabore en identifiant les rapports de force entre classes, les alliés de la classe ouvrière à une étape historique donnée, ainsi que les rapports de force au niveau international.

Travail de *care* : travail de soins, dans tous les sens du terme, associé à la prise en charge physique, mentale, émotionnelle, etc. des personnes.